

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



RAPPORT ECONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER

ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE **2015**

Préparé

Sous l'autorité du Président de la République, Chef de l'Etat
et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Présenté par :

- M. Régis IMMONGAULT, Ministre de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective
- M. Christian MAGNAGNA, Ministre du Budget et des Comptes Publics

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



RAPPORT ECONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER

ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE **2015**

Préparé

Sous l'autorité du Président de la République, Chef de l'Etat
et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Présenté par :

- M. Régis IMMONGAULT, Ministre de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective
- M. Christian MAGNAGNA, Ministre du Budget et des Comptes Publics

Table des matières

PREMIERE PARTIE :	7
CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2015	7
CONJONCTURE INTERNATIONALE.....	9
1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés.....	9
1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement.....	10
1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC.....	11
1.4 L'évolution des cours des produits de base.....	11
1.4.1 Le pétrole.....	11
1.4.2 Les oléagineux	12
1.4.3 Le caoutchouc.....	12
1.4.4 Le café.....	12
1.4.5 Le cacao.....	12
1.4.6 Le sucre.....	12
1.4.7 L'or.....	13
CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL.....	14
1.5 Les principaux secteurs d'exportation.....	14
1.5.1 Le secteur pétrolier	14
1.5.2 Le secteur des mines	14
1.5.3 Les industries du bois.....	15
1.6 Les autres secteurs d'activité	15
1.6.1 L'agriculture, l'élevage et la pêche.....	15
1.6.2 Les agro-industries.....	15

1.6.3	Les autres industries.....	16
1.6.4	Le bâtiment et les travaux publics.....	16
1.6.5	L'eau et l'électricité.....	16
1.6.6	Le raffinage.....	16
1.6.7	Les autres services.....	16
1.7	Le produit intérieur brut en 2014.....	16
1.7.1	Le PIB par secteurs d'activités (offre).....	16
1.7.2	Le PIB par la demande (emploi).....	16
1.8	L'emploi, les salaires et les prix.....	20
1.8.1	L'emploi.....	20
1.8.2	Les salaires.....	20
1.8.3	Les prix.....	20
1.9	La balance des paiements en 2014.....	20
1.9.1	La balance des transactions courantes.....	20
1.9.2	La balance commerciale.....	20
1.9.3	La balance des services.....	20
1.9.4	La balance des revenus et des capitaux.....	20
1.9.5	La balance globale.....	20
1.10	La monnaie et le crédit.....	20
1.10.1	La situation monétaire.....	20
1.10.2	La masse monétaire (M2).....	20
1.10.3	Les contreparties des ressources du système monétaire.....	20
1.11	La politique monétaire.....	20
1.11.1	Le refinancement bancaire.....	20

1.11.2	La politique des taux d'intérêt.....	25
1.11.3	La politique des réserves obligatoires.....	26
1.12	La situation de l'exécution des finances publiques.....	26
1.12.1	Le solde d'exécution.....	26
1.12.2	L'exécution des ressources budgétaires.....	27
1.12.3	L'exécution des dépenses budgétaires.....	29
DEUXIEME PARTIE :.....		33
PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.....		33
PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....		35
1.13	Les principales hypothèses.....	35
1.14	Les résultats de la projection.....	36
1.14.1	L'équilibre des biens et services.....	36
1.14.2	Les comptes des agents.....	37
POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.....		38
1.15	La politique économique.....	38
1.15.1	Les mesures fiscales.....	39
1.15.2	Le secteur productif.....	39
1.15.3	L'amélioration du climat des affaires.....	40
1.15.4	Les infrastructures.....	41
1.15.5	Le secteur social.....	42
1.16	La politique budgétaire.....	42
1.16.1	Les mesures relatives à l'accroissement des ressources.....	43
1.16.2	Les mesures de maîtrise et d'efficacité de la dépense.....	43

TROISIEME PARTIE :	47
L'EQUILIBRE FINANCIER.....	47
EQUILIBRE BUDGETAIRE.....	50
1.17 Le budget général.....	50
EQUILIBRE DE FINANCEMENT	60
1.18 Les charges de trésorerie	61
1.19 Les ressources de trésorerie	61
1.20 La couverture du déficit budgétaire	62

PREMIERE PARTIE :

CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES
RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2015

CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'économie mondiale en 2015 se renforcerait légèrement en dépit d'un contexte international marqué par la poursuite des conflits géopolitiques dans certaines régions du monde. La baisse prolongée des cours de certaines matières premières dont le pétrole, se traduirait par une réduction des tensions inflationnistes dans les pays avancés et favoriserait une amélioration des perspectives économiques au niveau mondial.

Ainsi, l'activité économique s'améliorerait dans les pays avancés, sous l'effet de la bonne tenue de la demande intérieure, notamment aux Etats-Unis et dans plusieurs pays de la zone euro, en dépit d'une baisse de l'investissement.

Pour leur part, les pays émergents et en développement pourraient enregistrer une expansion économique soutenue, marquée par un fléchissement de la croissance chinoise et une détérioration de la situation économique en Russie et dans plusieurs pays exportateurs de pétrole.

L'économie mondiale progresserait ainsi de 3,5%, une croissance en retrait de 0,5 point par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale de l'année 2015. Ceci, dans un contexte caractérisé par une embellie du commerce international des biens et services.

1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Les perspectives économiques des pays avancés indiquent une croissance en hausse de 0,1 point, qui s'établirait à 2,4% en 2015.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB serait de 3,6% contre 3% initialement prévue, en raison de la vigueur de la demande intérieure induite par le reflux des cours du baril, l'ajustement des finances publiques et l'amélioration du marché de l'emploi.

La croissance du PIB de la zone euro décélérerait en 2015 de 0,3 point par rapport à la prévision initiale pour se fixer à 1,2%. Néanmoins, elle s'améliorerait comparativement à celle de l'année antérieure (1,1%). La baisse des prix de l'énergie, le retour progressif de la consommation des ménages et l'assouplissement de la politique monétaire expliqueraient cette évolution.

Dans la zone euro, la croissance serait de 1,3% en Allemagne, de 0,9% en France et de 2% en Espagne. En Italie, l'économie sortirait enfin de la récession avec une croissance de 0,4%.

Au Japon, les différentes mesures de relance prises par le Gouvernement tardent à produire les effets attendus sur l'économie ; l'activité économique de l'archipel autoriserait néanmoins une croissance prévisionnelle de 0,6% en 2015.

1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

En phase avec une reprise plus soutenue de l'économie mondiale, l'activité économique des pays émergents et en développement resterait solide et stable, avec une croissance attendue de 4,3% en 2015. Toutefois, de nombreux pays pâtiraient de la baisse des cours du pétrole, mais aussi de la baisse de régime de l'économie chinoise.

La situation économique dans les pays émergents d'Europe serait influencée par le conflit géopolitique en Ukraine ainsi que par la baisse des cours du baril de pétrole. Il en résulterait une croissance négative du PIB, passant ainsi de 2,1% dans la loi de finances initiale à -1,4% dans le collectif budgétaire. Dans ce contexte, la Russie, confrontée par ailleurs à des sanctions économiques, verrait son PIB chuter de -3%.

Les pays d'Asie, avec une estimation de croissance de 6,4% en 2015, maintiendraient le cap. L'économie chinoise, bien que solide, fléchirait légèrement à 6,8%, traduisant ainsi un début d'essoufflement. Quant à l'Inde, sa Production Intérieure Brute progresserait de 6,3%.

En Amérique latine, les économies connaîtraient une faible croissance en 2015, liée à la détérioration des exportations, la baisse des investissements et la faiblesse des infrastructures. Les perspectives font état d'une expansion économique modérée, avec une croissance de l'ordre de 1,3%. Dans ce contexte, le Brésil, première économie de la région, ne bénéficierait que d'une croissance atone estimée à 0,3%.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les perspectives économiques indiquent une croissance globale de 3,3% en 2015 contre 4,8% initialement prévue. Plusieurs pays membres du Conseil de coopération du Golf envisagent d'utiliser des amortisseurs budgétaires, afin d'éviter de fortes compressions budgétaires et, par la même occasion, de soutenir l'activité. C'est notamment le cas de l'Arabie saoudite, qui pourrait bénéficier d'une croissance de 2,8%.

L'Afrique subsaharienne confirmerait le dynamisme amorcé depuis plusieurs années. En effet, la croissance dans cette zone se maintiendrait à 4,9% en 2015. Le Nigéria et l'Afrique du sud,

les deux premières puissances économiques du continent verraient leur production progresser, pour se situer respectivement à 4,8% et à 2,1%.

1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Dans un contexte de baisse des cours des principales matières premières exportées, les perspectives économiques révisées de la CEMAC font état d'une contraction de l'activité économique en 2015. Ainsi, la croissance économique serait de 4,2% en 2015 contre 4,4% en 2014 obérée par le recul du secteur pétrolier. Elle serait soutenue par le secteur hors pétrole dans un contexte de repli des tensions inflationnistes.

Par pays, la croissance devrait ralentir au Congo (4,9% contre 5,2% en 2014) et au Gabon (4,8% contre 4,3% en 2014). Elle se renforcerait au Cameroun (5,9% contre 5% en 2014), au Tchad (12,7% contre 6,3% en 2014), et en République Centrafricaine (6,0% après 1,6% en 2014). La Guinée Equatoriale quant à elle enregistrerait une croissance négative évaluée à -10,1%, du fait de la très forte dépendance de son économie vis-à-vis de l'activité pétrolière et de l'étroitesse de sa base productive.

1.4 L'évolution des cours des produits de base

Les prix des matières premières devraient enregistrer une nouvelle baisse en 2015, après une « année noire » en 2014 ; c'est notamment le cas du pétrole et de certains produits agricoles (blé, sucre, cacao). Ce phénomène est imputable à la contraction de la demande, suite au ralentissement de l'économie mondiale, en particulier de la Chine et de la zone euro. En revanche, le prix du café pourrait à nouveau progresser au cours de cette année.

1.4.1 Le pétrole

En 2015, le baril de pétrole brut devrait rester à un niveau très bas par rapport aux années précédentes. En moyenne annuelle, il s'échangerait en-dessous de 50 dollars américains (USD) aussi bien pour le Brent que pour le WTI (type de brut américain qui sert de référence à la fixation des prix internationaux), en raison de la surabondance de l'offre. Deux facteurs importants se combinent pour expliquer ce niveau d'offre élevé : d'un côté la mise sur le marché du pétrole de schiste américain et de l'autre côté, le refus de l'OPEP de limiter sa production. Dans ce contexte, la demande devrait légèrement s'accroître.

1.4.2 Les oléagineux

Malgré les craintes d'une baisse de la production en Indonésie et en Malaisie, à la suite des inondations de décembre dernier et de nouvelles pluies attendues, la production mondiale d'huile de palme devrait progresser de plus de 10% en 2015, ce qui devrait entraîner une baisse des cours de ce produit, pour se situer autour de 700 USD la tonne contre 821 USD en 2014.

1.4.3 Le caoutchouc

L'Economist Intelligence Unit (EIU) prévoit une légère diminution des stocks pour la saison 2014/2015, sous l'effet d'une baisse de la production en Thaïlande et en Malaisie, en raison des inondations enregistrées en fin d'année 2014 dans certaines régions de production. Dans ce contexte, une hausse de 1,8% de la demande de caoutchouc est envisagée, ce qui permettrait aux cours de connaître une amélioration de 1% en 2015 pour atteindre 89,7 cents la livre.

1.4.4 Le café

En 2015, selon les estimations de l'Organisation Internationale du Café (ICO), le marché mondial du café souffrirait d'un déficit d'offre, essentiellement provoqué par la sécheresse au Brésil. La récolte pourrait alors se situer à 48 millions de sacs de 60 kilos. Il en résulterait une progression de 40% du prix de l'arabica en 2015.

1.4.5 Le cacao

Les perspectives de bonnes récoltes en Afrique de l'Ouest pourraient influencer sur les cours du cacao en 2015. En effet, la production mondiale est prévue à 4,162 millions de tonnes, en hausse de 5,9% par rapport à la saison dernière, ce qui ferait passer d'une situation de déficit d'offre à celle d'un léger surplus. Les cours devraient se situer à 2 947 USD la tonne contre 3 062,8 USD en 2014.

1.4.6 Le sucre

Le marché du sucre resterait plombé par une offre mondiale surabondante qui devrait continuer à lester les prix en 2015. Ainsi, le cours moyen du sucre devrait se situer à 14,8 cents la livre à New York, soit une baisse de 13,5% par rapport à 2014.

1.4.7 L'or

En 2015, les cours du métal jaune connaîtraient une troisième année consécutive de chute. L'once d'or, en effet, s'échangerait à 1 240 dollars après avoir atteint 1 266 dollars US en 2014, soit un repli de 2,1%. Les demandes indienne et chinoise, moteurs traditionnels de la hausse des cours du métal jaune, devraient rester atones.

CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

1.5 Les principaux secteurs d'exportation

1.5.1 Le secteur pétrolier

En 2015, la production nationale de pétrole brut devrait se situer à 10,01 millions de tonnes contre 10,250 millions de tonnes dans la LFI 2015, et 10,910 en 2014 soit une baisse de 8,8%. Ce recul serait principalement dû au déclin naturel des champs matures, à la grève des membres de l'ONEP, ainsi qu'à l'obsolescence des installations et des équipements de production. Cependant, les efforts entrepris par les opérateurs du secteur pour améliorer les rendements des puits permettraient d'atténuer ce déclin naturel.

La révision de la production pétrolière par rapport à la LFI est principalement liée à l'effet de la grève enregistrée dans le secteur en début d'année.

Parallèlement, le prix moyen du brut gabonais s'établirait à 40 USD contre 80 USD, soit une chute de 50% par rapport aux prévisions initiales. Cependant, le taux de change du dollar américain, par rapport au F.CFA, s'apprécierait à 530 F.CFA contre 490 F.CFA précédemment.

Ces hypothèses résultent d'un choix de prudence voulu par le Gouvernement, compte tenu des anticipations les plus pessimistes enregistrées au plus fort de la crise. Néanmoins, en cas de conjoncture plus favorable, le Gouvernement prévoit l'alimentation d'un fonds de stabilisation qui contribuerait au financement des dépenses de développement du budget général.

1.5.2 Le secteur des mines

Le secteur minier serait marqué par la consolidation de l'activité de Comilog, confortée par l'entrée en production de son complexe métallurgique (C2M), de la montée en puissance du gisement de Ndjolé et de la mise en exploitation du gisement de Franceville par Gabon Mining.

Ainsi, la production nationale de manganèse se situerait à 4,2 millions de tonnes, soit une hausse de 8,7% par rapport à 2014. Cette bonne performance serait encouragée par le redressement des prix du manganèse, dans un contexte favorable du marché sidérurgique.

Dans le même temps, la production de l'or se stabiliserait autour de 1200 kilogrammes, pour un cours évalué à 1 240 USD l'once.

1.5.3 Les industries du bois

Pour l'année 2015, les industries de transformation du bois devraient se caractériser par une consolidation de leur activité, en raison du renforcement du tissu industriel, de la montée en puissance de nouvelles unités et d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes. La production des industries progresserait de 15,2%.

1.6 Les autres secteurs d'activité

1.6.1 L'agriculture, l'élevage et la pêche

En 2015, le secteur agriculture et pêche devrait connaître un regain d'activité, en raison de l'accroissement substantiel de la production de Tropical Holding (6 128 tonnes de poissons contre 133,5 tonnes en 2014), de la poursuite des activités des coopératives agricoles soutenues par la BAD et des fermes pilotes initiées avec la coopération Israélienne, ainsi que de l'impact du projet GRAINE.

1.6.2 Les agro-industries

En 2015, les industries agro-alimentaires enregistreraient des résultats globalement satisfaisants, notamment dans la production des brasseries, de l'eau minérale et de la farine, suite à l'augmentation des capacités de production induite par les investissements de réhabilitation des usines réalisés en 2014. En revanche, la transformation des huiles en oléine et corps gras, l'usinage des produits laitiers et des cigarettes connaîtraient un tassement de leur activité.

1.6.3 Les autres industries

Les autres industries de transformation devraient consolider leurs performances suite à la reprise des actifs de CimGabon par Cimaf et à l'installation de nouveaux complexes industriels dans la chaudronnerie. Ainsi, la production de ciment devrait atteindre 550 000 tonnes en 2015, confortée par la demande croissante de ciment en lien avec la poursuite des chantiers de construction des logements socio-économiques.

De même, il est prévu une production de 36 000 tonnes de fer à béton en 2015 contre 1 986 tonnes produites durant les quatre mois d'activité de l'usine en 2014, ainsi que le recyclage de 1 700 tonnes de métaux.

1.6.4 Le bâtiment et les travaux publics

En 2015, le secteur du BTP se caractériserait par un raffermissement de l'activité après le tassement observé l'année précédente. Cette reprise serait justifiée par la poursuite de certains travaux dans le cadre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI), la réhabilitation des ports ainsi que la construction de logements à travers le pays. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur pourrait croître d'environ 8%.

1.6.5 L'eau et l'électricité

L'activité du secteur de l'énergie poursuivrait son ascension en 2015, à la faveur du renforcement de l'outil de production de la SEEG, conjugué à la production additionnelle de la centrale thermique d'Alénakiri et à la montée en puissance du Grand Poubara. Dans ce contexte, la branche enregistrerait une production nette de 2 323 GWh en 2015 contre 2 171 GWh un an auparavant, soit une progression de 7%.

Dans le même temps, la production d'eau progresserait de 12%, atteignant ainsi 110,5 millions de m³. Cette performance serait liée à la poursuite des travaux de l'usine de Ntoun 7 ainsi qu'à l'amélioration de la desserte, consécutive à la mise en service de la nouvelle conduite entre Ntoun et Libreville.

1.6.6 Le raffinage

En 2015, l'effet conjugué de la grève de l'ONEP et des difficultés financières que connaît la SOGARA, conduirait celle-ci à ne traiter que 820 000 tonnes métriques contre 832 828 tonnes métriques enregistrées en 2014, soit un repli de 2%.

La SOGARA aurait donc recours aux importations de produits pétroliers raffinés, pour combler le déficit et satisfaire la demande locale.

1.6.7 Les autres services

Le secteur commerce enregistrerait une amélioration d'environ 4% en 2015, pour un chiffre d'affaires de 1 295 milliards de F.CFA, en raison de la bonne tenue de l'activité dans la plupart de ses branches, notamment : le commerce général structuré et le commerce des produits pétroliers.

En 2015, les autres services devraient connaître une hausse de 5% de l'activité impulsée, en l'occurrence par les maisons de jeux, les professions libérales, les pompes funèbres et les bureaux d'études et d'expertises, ainsi que de la fermeté des prestations locatives.

Le secteur des transports et auxiliaires de transport serait marqué par un raffermissement de son activité, à la faveur du regain attendu dans les mines et les industries du bois. A cet effet, le volume global de marchandises acheminées par voies ferroviaire et maritime (Owendo et Port-Gentil) progresserait de 7,5% pour se situer à 7,8 millions de tonnes en 2015.

La branche communication se caractériserait en 2015 par une consolidation de ses performances, soutenue par la téléphonie mobile avec l'introduction de services à forte valeur ajoutée et l'augmentation du nombre d'abonnés à internet, en liaison avec le déploiement de la fibre optique et l'attribution des licences 3 G/4 G.

L'activité du secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs se raffermirait en 2015, sous l'effet conjugué de la livraison partielle du chantier Okoumé Palace (PARK INN), des travaux de réhabilitation de Wali Rê-Ndama et du développement de la restauration collective.

1.7 Le produit intérieur brut en 2014

En 2014, l'environnement international a été marqué à la fois par une reprise dans les pays développés et une consolidation de l'expansion économique dans les pays émergents, notamment ceux d'Asie du Sud-est. Au Gabon, l'activité économique a enregistré des résultats relativement appréciables.

En effet, compte tenu des aléas du commerce international des matières premières et de la contraction de la demande des grandes puissances, les exportations de manganèse et de pétrole ont baissé respectivement de 0,8% et 3,5% en 2014.

Ces évolutions s'expliquent par le fléchissement des cours et de la production de ces matières premières. Ainsi, le prix moyen du baril de pétrole gabonais s'est établi à 95,58 USD à fin 2014, soit une baisse de 10,3% par rapport à 2013. Parallèlement, la production de pétrole a diminué de 0,3%.

En revanche, l'activité a été soutenue par le secteur hors-pétrole dont la valeur ajoutée a progressé de 5%. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à 4,3% en 2014.

Tableau n°1 : Evolution du taux de croissance

	2012	2013	2014
PIB total	5,3%	5,6%	4,3%
PIB pétrole	-4,2%	-5,3%	-0,3%
PIB hors pétrole	7,0%	7,5%	5,0%

Source : DGEPPF

1.7.1 Le PIB par secteurs d'activités (offre)

L'analyse sectorielle révèle une hausse de l'activité dans l'ensemble des trois secteurs de l'économie en 2014. Ainsi, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont progressé respectivement de 1,7%, 1,8% et 6,2%.

Le relèvement des activités du **secteur primaire** s'explique principalement par :

- l'accroissement des activités de la branche « Exploitation forestière » (+21,5%) favorisé par l'augmentation du nombre de concessions forestières et la hausse de la demande en bois brut des industries ;
- la progression de l'activité dans la branche « Agriculture, élevage, pêche » (+7,1%) liée essentiellement à la poursuite du programme d'assistance technique aux coopératives agricoles de la BAD, au développement de l'agriculture périurbaine et des activités de pêche industrielle (création de la Tropical Holding, hausse des campagnes de pêches).

La croissance du secteur primaire a cependant été atténuée par le repli des secteurs pétroliers et miniers qui se caractérisent par :

- la baisse de la production pétrolière (-0,3%), imputable, notamment au vieillissement des champs matures, à l'obsolescence de l'outil de production et aux grèves des employés du secteur ;
- le recul de la production de manganèse (-3,7%), du fait de la morosité du marché sidérurgique international liée au repli de la demande chinoise ;
- la contraction de la production aurifère (-11,5%), imputable aux éboulements de terrain sur le site d'exploitation de Bakoudou et aux pannes techniques enregistrées par l'outil de production d'or raffiné.

Le **secteur secondaire** a enregistré une hausse de 1,8% de ses activités en 2014.

1.8 L'emploi, les salaires et les prix

1.8.1 L'emploi

En 2014, l'emploi dans le secteur moderne a connu une hausse de 4,9% avec 184 802 salariés contre 176 116 agents en 2013. Cet accroissement est imputable à l'augmentation des effectifs, aussi bien dans le secteur public que dans le privé.

L'emploi dans le secteur public

L'emploi dans le secteur public a augmenté (+5,5%), passant de 103 399 agents en 2013 à 109 050 en 2014, suite au renforcement des effectifs de la fonction publique.

En effet, les effectifs de la fonction publique ont progressé de 5,7% pour s'établir à 86 555 agents. Cette hausse provient du recrutement de 1 248 agents dans l'Administration Générale (+12,3%), de 2 632 agents dans l'Education (+11,8%), de 877 agents dans l'Administration Sociale (+7,9%), malgré une réduction de 817 agents dans les Administrations Economiques (-9,7%).

Les effectifs de la Main-d'œuvre Non Permanente (MONP) sont globalement en hausse de 7,7%, passant de 15 115 en 2013 à 16 276 agents en 2014.

Quant aux collectivités locales, leurs effectifs ont reculé de 2,8% en raison des départs à la retraite et du gel des embauches.

L'emploi dans le secteur privé

A la fin de l'année 2014, le nombre de salariés des sociétés modernes s'est élevé à 75 752 contre 72 717 en 2013, soit une augmentation de 4,2%. Cette variation est essentiellement liée à l'embauche dans le secteur « agriculture, élevage, pêche », suite aux nouveaux recrutements réalisés par OLAM dans la région de Mouila, dans le Bois (recrutements dans les nouvelles industries) et dans les Mines, notamment au sein des entreprises COMILOG (à Moanda) et Ressources Gold Gram Gabon.

En revanche, les autres branches ont enregistré des baisses de leurs effectifs, notamment dans les Autres industries et les BTP.

1.8.2 Les salaires

En 2014, la masse salariale du secteur public a atteint 632,8 milliards de F.CFA (hors Prime d'Incitation à la Performance) contre 587,5 milliards de F.CFA en 2013. L'augmentation de 7,7% se justifie par l'accroissement des effectifs et des glissements catégoriels.

Tableau n°2 : Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de F.CFA	2012	2013	2014	Var 14/13
Secteur public	551,8	587,5	632,8	7,7%
Solde permanente	479,8	507,7	544,2	7,2%
M.O.N.P	46,6	55,8	66,3	18,8%
Collectivité locales	25,4	24	22,1	-7,9%

Sources : DGEPEF, DGBFIP, DGCPT

1.8.3 Les prix

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 4,7% en 2014 contre 0,5% en 2013. En glissement annuel à fin décembre, l'évolution des prix est caractérisée par une augmentation de 1,7%.

Cette augmentation a été constatée au niveau des prix des "produits alimentaires de grande consommation" (viandes, poissons et fruits de mer, lait, fromage et œufs) (+2,6%), "articles d'habillement et chaussures" (+9,8%), "logement, eau, gaz, électricité" (+7%), "Meubles, articles de ménages, entretien" (+11,5%), "transport" (+4,8%) et "restaurants et hôtels" (+3,6%).

L'augmentation des prix des produits alimentaires est davantage prononcée sur les fonctions viandes (+5,2%), poissons et fruits de mer (+12,7%), ainsi que sur la fonction lait, fromages et œufs (+2,4%).

L'évolution des prix des produits alimentaires sur le plan national a été contraire à celle observée au niveau mondial. En effet, l'Indice FAO des prix des aliments s'est établi en moyenne à 101,8 points en 2014, soit un recul de 8 points (3,8%) par rapport à sa valeur de 2013.